

La pauvreté... dont on parle trop peu



Publié le 15 Novembre 2012
Hélène Ruel 

La tournée du Collectif de lutte contre la pauvreté s'est attardée à Victoriaville le temps d'une conférence de presse et d'un buffet bien garni auquel tous les convives n'ont pas pu prendre les mêmes portions. «Par ce jeu de rôles, on voulait montrer que les frustrations que l'on peut vivre pendant un 5 à 7 sont celles que vivent quotidiennement 750 000 Québécois», a expliqué Robin Couture, porte-parole du Collectif.

Sujets : [Collectif](#) , [Coalition](#) , [Québec](#)

La pauvreté grandissante de prestataires d'aide sociale, même de travailleurs au salaire minimum, constitue un «scandale que l'on ne peut plus ignorer», ont déclaré M. Couture, accompagné de la coresponsable du Collectif de lutte contre la pauvreté Centre-du-Québec, Maud Hamel et de la porte-parole, Christine Bachand.

Au Centre-du-Québec, 14 689 vivent... ou survivent avec un chèque d'aide sociale. De ceux-là, 4 840 sont considérés comme aptes au travail et doivent composer leur budget avec 589 \$ par mois, ce qui est loin de couvrir les besoins de base, comme l'alimentation, le logement, le transport, les vêtements.

Le Collectif estime que si la situation des personnes seules, prestataires d'aide sociale, est catastrophique, les couples et les familles monoparentales vivent aussi dans le «rouge». Les prestations ne couvrent que 85% des besoins des familles et 56% de ceux des couples sans enfants.

Le Collectif préconise une hausse des prestations ainsi que du salaire minimum à 11,20 \$, parce qu'il observe une augmentation du nombre de travailleurs pauvres. «Il faut aussi questionner le pacte social et fiscal», a ajouté Robin Couture, les mieux nantis s'accaparant de plus en plus les richesses. «Notre système crée plus de perdants que de gagnants.»

Il a poursuivi en parlant de tous les préjugés qui accablent les prestataires d'aide sociale, ceux qu'on accuse d'être des «paresseux, des parasites, des profiteurs».

Il soutient encore que de nombreuses études ont démontré que d'augmenter les revenus des plus pauvres faisait reculer les problèmes de santé physique et de santé mentale. Quand on a se débattre avec de trop faibles revenus, c'est la confiance en soi que l'on mine, l'élan pour retourner au travail ou aux études que l'on brime, soutiennent les membres du Collectif.

La tournée de cette coalition a commencé en septembre et pourrait se poursuivre au-delà du mois d'avril, parce que les mesures à prendre pour lutter contre la pauvreté dépassent le cadre budgétaire que doit d'ailleurs fixer, la semaine

prochaine, le nouveau gouvernement du Québec.

On attend avec impatience les mesures qui seront prises, notamment sur la contribution santé et sur l'éventuelle hausse des tarifs d'électricité. La Coalition recueille des propositions, des suggestions dans chacune des régions où elle s'arrête.